

protester contre la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en novembre 1999. C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Depuis, le mouvement anti-mondialisation est devenu plus fort, et Klein n'a cessé à la fois de le décrire et de participer à sa construction. À Porto Alegre, où des activistes du monde entier se sont réunis en janvier dernier, elle a assisté à la rencontre historique entre deux géants de l'anti-globalisation : José Bové, de la Confédération paysanne, et Jao Pedro Stedile, du Mouvement des sans-terre du Brésil. « C'est le début d'une solidarité nouvelle, internationale, ... globalisée ! », ironise-t-elle.

Plus récemment, elle était dans la foule lorsque le Sous-commandant Marcos et les zapatistes ont marché dans la capitale mexicaine. Une expérience qui l'a profondément marquée. « Il y avait 150 000 personnes dans les rues de Mexico, et tout le monde dansait, chantait... Là-bas, j'ai vécu quelque chose de très fort. J'ai vu que la solidarité pouvait transcender les ethnies et les classes sociales. »

Quel est le fil conducteur entre tous ces événements ? « À chaque fois, les gens défendent des idées qui ne sont pas palpables économiquement. Marcos parle du droit à la terre, de la nécessité de faire passer la dignité humaine avant le profit. Ce sont là des choses qui sont situées en dehors du discours capitaliste. C'est la société civile contre le capital. Et, à Québec, j'ai vu la même chose : à l'extérieur, les gens se battaient pour quelque chose que les dirigeants ne pouvaient quantifier. »

DÉPLAIRE

Jeudi soir, le 19 avril. À la veille du Sommet des Amériques, José Bové et Philippe Duhamel arrivent dans le stationnement d'un café communautaire de Québec. Avec eux, une jeune femme timide, habillée en jeans, qui se protège du froid avec un manteau ajusté. Lorsqu'elle ne parle pas, Naomi Klein pourrait facilement passer pour une étudiante qui fait attention à son *look*. À l'intérieur, elle ne s'assoit pas à la tribune avec les autres, mais dans l'assistance. Ce soir, elle n'est pas une activiste, mais une journaliste. Elle ira même jusqu'à poser des questions difficiles à Duhamel. Des questions du type : « Des gens violents vont s'infiltrer parmi les manifestants, et ils se foutent de ce que les médias diront d'eux parce qu'ils se foutent de la société. Allez-vous dénoncer leurs actes ? » La question a embêté tout le monde...

« Naomi a le tour de soulever la polémique, de poser les questions qui font réfléchir », explique Patrick Martin, responsable de la section éditoriale du *Globe and Mail*, et qui supervise son travail. « Ses idées sont différentes, et je crois que, sans le vouloir, son travail de *columnist* a une influence sur la ligne éditoriale du journal. Il est clair cependant que ses points de vue ne plaisent pas à tout le

« Est-ce que le libre-échange va nous permettre de rebâtir notre système de santé ? De mettre fin à la pauvreté infantile ? De financer un meilleur système d'éducation ? D'utiliser des énergies plus propres ? Bref, de bâtir une société meilleure et plus juste ? »

monde. Souvent, le journal n'est pas d'accord avec ce qu'elle écrit et je ne vous cacherai pas que certaines personnes ici la détestent profondément et la trouvent naïve. »

La principale intéressée est consciente que ce qu'elle écrit ne plaît sûrement pas à ses patrons. « C'est sans doute pour ça que j'ai toujours l'impression que je vais me faire renvoyer... [Rires] Et je ne suis pas la seule : aussitôt que je prends une semaine de congé, le *Globe* reçoit des tonnes d'appels de lecteurs fâchés, qui pensent que j'ai été mise à la porte ! »

« Je ne tiens pas ma chronique au *Globe* pour acquise. Je me considère très chanceuse d'avoir cette tribune. Aux États-Unis, ce serait impensable. Le *New York Times*, par exemple, ne pourrait tolérer une chronique hebdomadaire qui démontrerait tous ses arguments. Mais, peu importe, si ce que j'écris va à l'encontre des intérêts du journal, ils savent que je rejoins beaucoup de gens, donc que je fais vendre de la copie ! »

Pas étonnant que l'attention dont elle jouit commence à en agacer plus d'un. Avec Maude Barlow, du Conseil des Canadiens, le plus important regroupement progressiste au Canada, et Svend Robinson, le député néo-démocrate, elle est devenue la cible numéro un des chroniqueurs de droite. On l'a tour à tour traitée de « *Poster-girl* de la nouvelle gauche », de « *Pin Up* de l'anti-mondialisation » ou de « Propagandiste socio-syndicale ». « Mon travail, c'est de parler des enjeux de la mondialisation, de faire circuler les idées, pas d'attirer toute l'attention sur moi », dit-elle, hésitante, visiblement fatiguée d'être le bouc émissaire des *columnists* de droite. « Je donne beaucoup trop d'entrevues ces temps-ci. On me voit partout, et je n'aime pas ça. J'ai d'ailleurs déjà commencé à refuser certaines entrevues. Je parle trop, je n'écris plus assez. »

Elle trouve néanmoins le temps de lancer d'autres projets. C'est avec une détermination qu'elle dit avoir puisée à Mexico qu'elle a décidé de lancer, avec Maude Barlow, une pétition électronique, une semaine avant le Sommet des Amériques, afin de dénoncer le fameux « mur de la honte » et les 7 000 policiers mandatés pour le protéger. « Nous avons deux buts en faisant cela : montrer aux policiers que leur présence est contestée et légitimer le rôle des manifestants, pour qu'ils aillent à Québec en grand nombre. » Résultat : après seulement quatre jours, 5 000 signatures sont arrivées dans sa messagerie électronique. Elle en rit encore. « Je crois que nous avons gagné notre pari. »

Où puise-t-elle la force d'accomplir toutes ses actions ? « Quand je lis *The Economist* ou toute la m... publiée dans le *National Post*, ça me met en colère, ça m'enrage, dit-elle. Mais en même temps, ça me botte le derrière de lire cette propagande. ►